

PAUL BALTA

«L'Europe doit repenser sa politique»

Ancien correspondant du journal *Le Monde* en Algérie, Paul Balta est directeur honoraire du Centre d'études de l'Orient contemporain à la Sorbonne. Il vient de publier un livre *Islam et Islamisme, gare aux amalgames*, coécrit avec sa compagne Claudine Rulleau, écrivaine et journaliste. Ensemble, ils ont coécrit plusieurs ouvrages sur le monde arabe et la Méditerranée.

Dans cet entretien qu'il nous a accordé, il nous livre son analyse sur les évolutions géopolitiques et la nouvelle menace d'Al-Qaïda qui trouve en Afrique une zone privilégiée pour se ramifier et se fortifier. Il estime s'agissant du conflit au Proche-Orient que les intérêts stratégiques de l'Europe sont menacés par ce conflit et qu'elle devrait exiger qu'Israël applique les nombreuses résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'évacuation des territoires occupés.

Entretien réalisé par Fatma Haouari

Le Soir d'Algérie : Dans votre dernier livre *Islam et islamisme, gare aux amalgames* coécrit avec M^{me} Claudine Rulleau, votre épouse, vous faites le distinguo entre la religion musulmane et son instrumentalisation à des fins politiques. Pourquoi une telle mise au point ?

Paul Balta : Sur environ 1,5 milliard de musulmans dans le monde, les intégristes, en particulier les partisans d'Oussama Ben Laden, ne sont qu'une infime minorité, mais par leurs clameurs et leurs violences, ils font du tort à la majorité. C'est pourquoi, nous parlons dans notre livre de *l'islamisme contre l'islam*. Ils déclarent la guerre aux juifs et aux croisés, mais très souvent, leurs principales victimes sont les musulmans.

La plupart des non-musulmans ne connaissant pas cette religion font l'amalgame : pour eux les deux termes sont souvent synonymes. Ils rejettent donc en bloc tout ce qui concerne de près ou de loin l'islam, voire le monde arabe. Alors qu'il y a des Arabes chrétiens, beaucoup posent même l'équation : arabe = musulman = islamiste = terroriste. Les attentats du 11 septembre 2001 ont déclenché l'islamophobie dans de nombreux pays occidentaux et l'ont intensifiée là où elle se manifestait déjà. En outre, les islamistes affirment défendre le vrai Islam, or dans presque tous les domaines leurs actions sont contraires au Coran, comme nous le démontrons.

Vous évoquez tout au début de votre livre les attentats du 11 septembre 2001, qu'est-ce qui a réellement changé dans le monde après ce triste événement ?

Avant de répondre, je rappelle qu'en 2001 les Etats-Unis ont été victimes d'un tragique retournement de l'histoire mais qu'ils y ont contribué sans s'en rendre compte.

En effet, au XX^e siècle leurs gouvernements successifs ont soutenu les Frères musulmans, matrice des mouvements islamistes dans le monde. Ils l'ont fait pour des raisons politiques et économiques car ils reprochaient aux chefs d'Etat et aux dirigeants nationalistes arabes d'être laïcistes et de procéder à des nationalisations contraires aux inté-

rêts du capitalisme américain. Leurs analyses erronées de la situation géopolitique du monde musulman se sont poursuivies.

Leurs troupes soviétiques envahissent l'Afghanistan en 1979. Les Etats-Unis apportent un important soutien, y compris financier, à Ben Laden. L'islamisme leur paraissait moins dangereux que le communisme et l'URSS. Leurs services secrets l'ont même aidé à gagner l'Afghanistan. Ayant renforcé la formation des talibans puis créé Al-Qaïda en 1988, il a obligé l'Armée rouge à se retirer en 1989. Washington a alors suspendu ses subventions et Ben Laden s'est vengé. Les attentats du 11 septembre sont l'attaque la plus violente jamais subie par les Américains sur leur propre territoire (3 039 morts et des dégâts considérables). Ce qui a réellement changé, c'est que, hélas, islamisme et islamophobie se sont depuis répandus.

Vous distinguez entre l'Islam en Iran et celui du Maghreb, en quoi sont-ils différents ?

En Iran (1 648 200 km²) environ 90% des 70 millions d'habitants, en 2008, sont chiites de rite imamite. A ce titre, ils sont dénoncés par Ben Laden. La République islamique, malgré les excès de certains de ses dirigeants, est contre Al-Qaïda qui n'a pas réussi à y infiltrer des talibans ou des terroristes et elle lutte contre eux en Afghanistan et au Pakistan.

Au Maghreb, les habitants sont sunnites et dans leur très grande majorité de rite malékite. Beaucoup de membres des mouvements islamistes maghrébins qui se sont développés dans les années 1980 sont allés se former et combattre en Afghanistan. Des négociations en 2006 entre compagnons de Ben Laden et ces mouvements ont abouti à la formation de l'AQMI, «Al Qaïda au Maghreb islamique».

Ne pensez-vous pas que l'islamophobie exacerbée par les attentats du 11 septembre n'est qu'un prétexte pour justifier les actions militaires comme l'invasion de l'Irak, qui est pourtant un pays laïque ?

C'est effectivement un prétexte. Il a servi aussi à masquer les graves erreurs stratégiques commises par le 46^e président,



Photo : DF

George W. Bush, au cours de ses deux mandats de 2001 à 2009. C'est en particulier le cas pour l'Irak. Certes Saddam Hussein était un dictateur mais il avait fait de l'Irak, où dominait l'analphabétisme, le pays arabe le plus alphabétisé avec le plus d'universitaires. Il avait défendu la laïcité et les droits des femmes, protégé les chrétiens, développé l'agriculture et l'industrie, restauré des vestiges de la période babylonienne.

Le 19 mars 2003, les Etats-Unis ont déclenché la guerre contre Saddam Hussein, accusé à tort de posséder «des armes de destruction massive» et d'être un partisan de Ben Laden alors qu'il en était l'ennemi. En 5 ans, ce conflit a favorisé l'introduction de groupes d'Al-Qaïda, a détruit le pays et fait plus d'un million de morts sur 26 millions d'Irakiens alors que 300 000 chiites et 170 000 Kurdes avaient été éliminés par Saddam en 20 ans.

Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie 2001, soutient que le coût de la guerre dépassait les 3 000 milliards de dollars à la fin 2007. Plus que la Seconde Guerre mondiale.

Votre connaissance du monde arabe vous donne une bonne longueur d'avance sur les hommes politiques occidentaux qui cultivent une méfiance due à leur méconnaissance de ce monde, faut-il repenser la politique extérieure de l'Europe et des Etats-Unis qui s'avère être une politique d'échec ?

J'ajoute les journalistes occidentaux qui, trop souvent, connaissant mal l'islam et ne contribuent guère à éviter les amalgames entre islam et islamisme. Pour l'Europe, la Méditerranée a une importance stratégique. Pour la France aussi dont la relation avec les Ottomans remonte à François I. C'est le général de Gaulle qui a défini la politique arabe de la France en 1967. A part Pompidou, ses successeurs n'y sont pas très fidèles. En 1995, le Processus de Barcelone avait

posé les bases d'un dialogue, en particulier avec les Arabes, mais il a été en parti bloqué par le conflit israélo-arabe. Il est grand temps que l'UE repense sa politique avec le monde arabe si elle veut que l'UPM réussisse.

La politique des Etats-Unis a été à l'évidence un échec depuis le milieu du XX^e siècle. Toutefois, Barack Obama a déjà donné des preuves de sa volonté d'innover et d'établir de nouveaux rapports avec le monde arabe et les musulmans. Il a tendu une main à l'Iran et s'est montré plus ferme à l'égard d'Israël.

On parle souvent de terrorisme international mais on occulte le terrorisme d'Etat. On parle de celui exercé par Israël sur les civils palestiniens avec la bénédiction des Etats-Unis, les bombardements de Ghaza en sont la preuve irréfutable, ne pensez-vous pas que le paternalisme de l'Occident envers Israël conforte Ben Laden dans son entreprise meurtrière car il se positionne comme le sauveur des opprimés, ne faut-il pas rectifier le tir ?

Comme les Etats-Unis avec Al-Qaïda, Israël a connu un retournement de l'histoire avec le Hamas. Les services secrets israéliens l'avaient encouragé à se créer pour faire concurrence à l'Organisation de libération de la Palestine de Yasser Arafat. Puis ils lui ont apporté leur soutien dans les années 1970-1980 pour affaiblir l'OLP.

Ils n'avaient pas prévu que le Hamas s'implanterait aussi fortement à Ghaza et que, le 26 janvier 2006, il remporterait démocratiquement les élections législatives avec 56% des suffrages. Ces rudes revers ont conduit Israël à déclencher la terrible opération «Plomb durci» contre Ghaza. Vous avez raison, le paternalisme occidental à l'égard d'Israël conforte Ben Laden aux yeux de beaucoup d'Arabes et de musulmans, qui pourtant le critiquent sur d'autres points. Les intérêts stratégiques de l'Europe sont menacés par ce conflit et

elle devrait exiger qu'Israël applique les nombreuses résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'évacuation des territoires occupés depuis 1948 en échange de la paix. Le président Barack Obama a une politique différente de celle de Bush : il a demandé à Netanyahu d'accepter un Etat palestinien et de ne pas attaquer l'Iran.

Vous faites un constat fort pertinent en disant qu'Al-Qaïda développe ses réseaux dans les pays musulmans qui sont déstabilisés et vous citez l'Irak ; la même chose pour l'Afghanistan, le Pakistan est confronté à la menace des talibans, l'Iran, eu égard aux manœuvres d'Israël dans la région, risque d'être attaqué, on imagine aisément un scénario catastrophe dans cette zone sensible où le nucléaire est un enjeu capital. Quelle analyse faites-vous de cette situation ?

Effectivement, pour expliquer la stratégie et les objectifs d'Al-Qaïda, nous montrons dans notre livre quand et comment elle s'est implantée dans nombre de pays musulmans. Pour ce qui est de l'Iran, je signale que depuis près de trois siècles, il a été engagé dans plusieurs guerres, mais n'a jamais attaqué le premier. Personnellement, j'estime aussi qu'il a le droit de produire de l'énergie nucléaire pour prendre la relève du pétrole quand il sera épuisé. Quant à la possibilité qu'il se dote de l'arme nucléaire, cela mérite réflexion. N'oublions pas que trois de ses voisins la possèdent : l'Inde, le Pakistan et Israël, lequel n'a pas signé le Traité de non-prolifération.

Comment réagirait l'ONU si l'Iran proposait, lui, de le signer ?

Une attaque d'Israël contre l'Iran serait effectivement une catastrophe, mais il me paraît peu probable que Netanyahu prenne le risque de défier le président Obama. Autre sujet d'inquiétude : que les talibans s'emparent des armes nucléaires au Pakistan.

AU SOIR D'ALGÉRIE :

avec le monde arabe»

Le Sahel est devenu la plaque tournante du terrorisme international mais c'est l'Afrique entière qui est menacée de déstabilisation. On assiste même à l'émergence de la piraterie, quel est votre commentaire ?

Oui, l'Afrique entière est menacée ! Continent de plus de 30 millions de kilomètres carrés, aux 54 Etats, aux milliers de langues, aux frontières coupées au cordeau par les colonisateurs et tenant rarement compte des frontières humaines et géographiques naturelles, l'Afrique présente un intérêt stratégique pour Al-Qaïda.

Quant au Sahel, appelé «Arc intégriste du Sahara», il sert de base arrière au réseau d'Al-Qaïda, dont 500 à 600 vétérans venus d'Afghanistan. Elle présente pour eux de multiples avantages. Aride, immense et peu peuplée, cette zone comprend, du Sénégal au Soudan, des régions de six pays : Mauritanie, Mali, Burkina, Bénin, Niger, Tchad. Les frontières n'étant ni matérialisées ni contrôlées, cela favorise les conflits locaux, les déplacements de populations et les trafics illicites (armes, cocaïne, cigarettes, réseaux de prostitution et d'adoption d'enfants) qui rapportent beaucoup d'argent aux groupes mafieux qui les contrôlent. Les terroristes islamistes se ravitaillent en coopérant avec les rebelles et les trafiquants. Ces comportements ne sont pas conformes au Coran, mais les islamistes bénéficient d'une certaine bienveillance auprès des populations pauvres du Sahel, grâce aux soins médicaux et aux aides alimentaires qu'ils leur donnent.

C'est aussi avec le soutien d'Al-Qaïda que les islamistes radicaux de Somalie empêchent toute solution pacifique au détriment de la population. La misère a aussi favorisé la piraterie.

Pour tenter de redresser la situation, il faudrait remédier à l'échec des programmes nationaux et internationaux de développement. L'Union africaine devrait être plus volontariste de même que les organisations internationales.

Trafic de drogue, blanchiment d'argent, racket, rançonnement sont les moyens de financement du terrorisme. Des experts pensent qu'il faut attaquer ces fléaux à la source pour affaiblir le terrorisme à commencer par bannir les paradis fiscaux. Qu'en pensez-vous ?

Tout à fait d'accord avec vous sur le bannissement des paradis fiscaux. Je tiens aussi à souligner que les pratiques dont vous parlez sont en totale contradiction avec l'enseignement du Saint Coran ! De même les talibans interdisent aux filles d'aller à l'école alors que de très nombreux versets recommandent au

croquant et à la croyante «d'acquérir la connaissance et le savoir». En Afghanistan, les talibans ont encouragé la culture de la drogue et fait du pays son premier exportateur mondial, car ils bénéficient de ce trafic pour acquérir des armes.

La lutte contre ces fléaux n'est pas aisée, mais elle doit se situer à plusieurs niveaux. Il faudrait tout d'abord que les grandes institutions religieuses musulmanes et les autorités théologiques les condamnent de façon plus vigoureuse et plus audible. De même l'Organisation de la Conférence islamique et la Ligue arabe devraient se doter des moyens de combattre ces fléaux pour affaiblir le terrorisme

Croyez-vous à la thèse du choc des civilisations ou pensez-vous, comme certains philosophes et penseurs, que cette thèse est pernicieuse et ne sert qu'à agrandir le fossé entre les différents peuples et qu'il n'y a en réalité qu'une lutte d'intérêts et de pouvoir puisqu'il arrive que des pays ayant la même religion et la même culture entrent en conflit armé ? Quelle est votre opinion à ce sujet ?

Victimes du 11 septembre, les Etats-Unis ont alors dénoncé «l'axe du mal», souscrit à la thèse du «choc des civilisations» de Samuel Huntington et déclaré la guerre à Al-Qaïda.

Je rappelle que la Méditerranée est le berceau des trois religions monothéistes révélées, judaïsme, christianisme, islam. Malgré les guerres,

le flambeau de la civilisation a toujours circulé d'une rive à l'autre. Dans plusieurs de mes livres dont *La Méditerranée, berceau de l'avenir* (Éditions Milan), je critique la thèse pernicieuse du choc des civilisations et défends la pratique du dialogue des civilisations qui a généralement prévalu en Méditerranée. Les conflits entre des peuples qui ont la même religion relèvent, en effet, d'une lutte d'intérêts et de pouvoir. La thèse d'Huntington a été utilisée par George W. Bush pour servir ses intérêts et justifier ses interventions en Irak, en Afghanistan, au Pakistan et sa condamnation de l'Iran. C'est aussi la raison pour laquelle il affirmait que le Grand Moyen-Orient allait du Maroc à l'Afghanistan. C'est absurde et irréaliste.

Comment peut-on encourager l'ijtihad ou la recherche face au radicalisme religieux ?
Je voudrais d'abord rappeler

une réalité historique occultée en Europe et trop souvent ignorée par les Arabes et les musulmans. Du VIII^e au XIII^e siècle et même au XV^e si on pense à Ibn Khaldoun, la civilisation arabo-islamique a été à la pointe de la modernité.

Ses savants ont exploré tous les domaines du savoir : mathématiques, astronomie, physique, chimie, médecine, philosophie, géographie, architecture, botanique, histoire. Sans leurs apports, la Renaissance européenne n'aurait pas été ce qu'elle fut. C'était la grande période de l'ijtihad.

Puis il y eut le déclin et s'est poursuivi malgré la Nahda (Renaissance) au XIX^e siècle. Réalisé par des intellectuels arabes de haut niveau, le rap-

une véritable entente entre l'Orient et l'Occident est le dialogue mais que ce dernier a besoin d'un cadre organisé et de volonté politique de part et d'autre. L'Union pour la Méditerranée (UPM) peut-elle constituer une structure ou faut-il penser à un autre mécanisme qui impliquerait davantage l'élément humain ?

L'UPM lancée par Nicolas Sarkozy me paraît une bonne idée. Toutefois, elle comporte des lacunes qu'il convient de combler. La plus grave est l'absence d'un volet culture. Au départ, l'UPM estimait que ce secteur était celui de la Fondation Anna Lindh pour le dialogue des cultures. Néanmoins, outre que son budget est insuffisant, elle n'a pas de lien avec l'UPM. Face aux critiques, un

Conseil culturel vient d'être mis en place pour faire des propositions.

L'UPM pourrait être un cadre favorisant le dialogue culturel et humain entre l'Orient et l'Occident, à condition de s'en donner les moyens.

Les médias doivent-ils jouer un rôle dans l'instauration de ce dialogue ?

Cela me paraît indispensable dans tous les pays riverains de la Méditerranée. De 1985 à 1998, j'avais animé le Séminaire Islam et monde arabe au Centre de formation des journalistes de la rue du Louvre à Paris. J'avais constaté que

mes étudiants, bac + 4 ou 5, ignoraient tout de ces thèmes. Hélas, cela n'a guère changé depuis.

Les dirigeants responsables de ce secteur ont le devoir de prendre des dispositions pour y remédier. Les journalistes des pays arabes devraient aussi faire un effort. La Copeam dont la présidence était assurée par l'Algérie en 2008, joue un rôle important en favorisant une meilleure connaissance réciproque des Méditerranéens. Télévisions, radios et presse écrite devraient s'impliquer plus pour favoriser ce dialogue.

Vous êtes revenu à Alger au mois de mars dernier, l'Algérie d'après vous est-elle sortie d'affaire après les affres du terrorisme qu'elle a vécues ou est-elle encore menacée ? Et qu'est-ce qu'elle a de particulier par rapport aux pays qui

souffrent de l'avancée de l'islamisme ?

Vous le savez, mais je le rappelle. Voitures piégées, sabotages, bombes dans les lieux publics, attaques de domiciles, prises d'otages, viols de femmes, massacres collectifs, caractérisent la «décennie noire» qui a provoqué, selon les estimations, entre 150 000 et 200 000 morts, dont environ 90% de civils, et un million de victimes. L'Algérie est un des pays qui a été le plus atteint.

Depuis neuf ans, la situation a bien évolué. L'armée a quasiment démantelé les réseaux. Des groupuscules se sont alors unifiés dans le GSFC. Abdelaziz Bouteflika a proposé une Charte de réconciliation nationale pour restaurer la paix civile par «l'extinction des poursuites à l'encontre de tous les individus qui mettent fin à leur activité armée et remettent les armes en leur possession». Elle ne s'applique pas aux individus impliqués dans des crimes de sang, viols, etc.

Depuis son adoption par référendum en septembre 2005, 6 000 hommes environ se sont rendus, les «repentis». Je sais que cette charte a donné lieu à des contestations mais elle me paraît positive par rapport à la situation qui prévaut dans d'autres pays.

A titre d'exemple, je signale dans le livre que le Canadien Eric Margolis, un des meilleurs experts de l'Asie, écrit à propos de l'Afghanistan et du Pakistan : «Il ne peut y avoir de solution militaire [...]. Il faut donc sortir du piège en donnant une représentation politique et même en ouvrant une négociation avec les ennemis, les talibans.» D'autres spécialistes occidentaux estiment aussi qu'il faudrait tenter de négocier avec les talibans modérés pour isoler les chefs d'Al-Qaïda. Certains affirment qu'il n'y a pas de talibans modérés, mais ils sont très minoritaires.

Quand vous revenez à Alger, quels sont les endroits que vous aimez visiter ?

J'aime plusieurs quartiers. La Casbah, évidemment, d'autant plus que j'avais rédigé nombre d'articles pour rendre compte des problèmes concernant sa restauration que j'ai suivie de près. La Corniche aussi est superbe de même que l'Amirauté.

C'est aussi un plaisir de partir de la Grande-Poste pour remonter vers la Tour Diar-el-Kef où nous habitons. Correspondant du *Monde*, j'ai sillonné l'Algérie en tous sens.

J'avais, au cours de ma carrière, parcouru tous les déserts de la Mauritanie à l'Arabie saoudite. Le désert algérien est le plus beau par la diversité de ses sables, de ses roches et de leurs couleurs. Sans oublier ses superbes fresques préhistoriques !

F. H.

